front libertaire
des luttes de classes

nov 76 N°67 édité par l'Organisation Communiste Libertaire 3,00 fr

front libertaire
des luttes de classes

33, rue des Vignoles
75020 PARIS
Tel: 370 46 86

ABONNEMENTS

FRANCE
10 n° plis ouverts : 25f
— plis fermés : 51f
ETRANGER
10 n° plis ouverts : 30f
— — fermés : 60f
DIFFUSION
5 ex. pendant 10 n° : 110f
10 — — — : 220f

pour tout changement d'adresse joindre 1,50 f en timbres

CCP FRONT LIBERTAIRE
33 907 40 La Source

PERMANENCE tous les jours
33 rue des vignoles 75020 paris
région nord (même adresse)
région sud
GERMINAL, 19 rue des Suisses
13200 ARLES

La Source

CCP 33 907 40

etat des souscriptions

Vous avez peut-être vu, dans le n° 56 de F.L. un petit communiqué appelant les lecteurs à participer à la campagne de souscription et d'abonnement lancée par l'OCL (ex ORA), pour permettre l'amélioration du journal et son passage à une périodicité quinzomadaire (ça y est, nous y sommes arrivés !!), puis hebdo pour 77.

En tout cas, y en a qui l'ont vu, ce petit article, car pour le premier mois de campagne publique, nous atteignons les chiffres suivants :

	Abonnements	Souscriptions
Octobre :	1.345,00	7.168,00
Mois précédents :	4.505,00	10.920,05
Totaux :	5.850,40	18.088,05
Total précédent :		15.425,45
Total octobre :		8.513,00
Nouveau total :		**23.930,45**

COMMUNIQUÉ

● Poing-Noir va-t-il crever ?

Depuis deux ans et demis qu'il existe, *Poing-Noir* est un peu un autre son de cloche dans le mouvement libertaire.

La particularité de P.N. réside dans le fait qu'il n'y a pas d'équipe de rédaction, le canard est rédigé par ses lecteurs, ce qui permet :

– de casser les rapports de pouvoir journalistes-lecteurs. Accepter l'idée que certains peuvent écrire, et que les autres ne sont bornés qu'à acheter le journal et le lire, c'est accepter les délégations de pouvoir, et de se laisser prendre en charge.

– d'avoir un journal où apparaissent les divers courants du mouvement libertaire et de pouvoir en discerner les contradictions lors de débats (comités de soldats, défense, responsabilité, irresponsabilité).

● Les journaux qui affirment nous font chier...

Or, à la suite d'un conflit interne, une majorité d'individus se sont barrés. Nous restons donc à quelques-uns pour faire démarrer la machine. MAIS POUR CELA NOUS AVONS BESOIN D'AIDE.

Vous pouvez nous aider :

– en vous abonnant, en abonnant vos amis (10 numéros : 25 F)

– en diffusant *Poing-Noir* dans votre ville (lycées, facs, lieux de travail)

– en nous soutenant financièrement...

SOUTENEZ POING-NOIR,
SOUTENEZ-VOUS...

Poing-Noir, 33, rue des Vignoles
75020 Paris
(les chèques à l'ordre de Pierre-Yves Selles)

Le n°7/8 de *Psychiatrisés en lutte* est sorti. Ce journal est réalisé par le Groupe Information Asiles qui rassemble des travailleurs psychiatrisés ou non, des étudiants salariés et des soignants remettant en cause leur fonction.

AU SOMMAIRE :

– un article sur l'utilisation de la psychiatrie dans l'entreprise contre les travailleurs et une analyse sur l'importance pour la classe ouvrière de la lutte contre la psychiatrie.

– un article sur la vieillesse

– un article sur le rôle de la psychiatrie en URSS (à propos de « l'affaire » Pliouchtch)

– un article sur l'Espilidou et l'enfance inadaptée

– un article à propos du film *Vol au-dessus d'un nid de coucou*.

Pour toutes commandes, abonnements (un an soit 4 n° : 10, 20 ou 30 frs.) ou correspondance, écrire à :

PSYCHIATRISES EN LUTTE
BP n° 60 75721 Paris Cedex 15

Le samedi 27 novembre
l'OCL organise un débat
33, rue des Vignoles - 75020 Paris

sur le livre de Roland Biard :
« L'histoire du Mouvement Anarchiste de 1945 à 1975 »

paru récemment aux Editions Galilée

RENCONTRE DES TRAVAILLEURS ANARCHISTES ET ANTI-AUTORITAIRES

Réunion dans les locaux d'Informations Rassemblées à Lyon (où se trouve également un centre de documentation libertaire) au 13, rue Pierre Blanc, LyonI, le dimanche 21 Novembre à 10 heures le matin.

L' ECOLE TUE !

éducastration

A PROPOS D'UN SUICIDE

Une jeune institutrice normalienne, A.M., nommée pour son premier poste en classe pratique au C.E.S. Prieur de la Marne à Reims, s'est suicidée dix jours après la rentrée !

• Ayant des problèmes dans sa classe, ne se connaissant pas avec ses élèves, se rendant compte que la « pédagogie » et la formation « primaire » étaient inadaptées aux élèves de sa classe, elle avait, dans un premier temps, cherché une aide, des conseils et un soutien auprès de certains « collègues »... On lui avait répondu : « Il faut foncer » !! (??)...

Elle n'avait pas trouvé non plus le soutien qu'elle espérait de la part de l'administration. Il faut dire qu'elle était encore en juin à l'Ecole normale où on lui avait inculqué le mythe de « l'équipe pédagogique ». Il était normal qu'elle se tourne vers ses collègues, la directrice, ses supérieurs hiérarchiques : c'était sa première expérience pratique et elle ne pouvait qu'y croire...

• Dans les stages qu'elle avait faits dans des écoles « modèles », elle ne pouvait se rendre compte de la réalité de l'école. Elle avait reçu à l'E.N. un enseignement théorique distillé par des professeurs du secondaire qui eux-mêmes ignorent la pratique dans les classes pour lesquelles ils prétendent « former » les élèves de l'E.N.

En fait, la structure de l'E.N. n'est pas faite pour « former » à la pratique mais pour « conformer » l'esprit des futurs enseignants, ceci dans une apparence libérale.

Sa principale raison d'être c'est de s'assurer qu'ils restent dans les normes, qu'ils ne remettent pas en cause les critères fondamentaux de la bourgeoisie : « hiérarchie, autorité, discipline, concurrence, mérite, travail, ... », qu'ils lutteront pour la conservation de la fonction enseignante, la notion de compétence, de savoir, ...

A.M. avait eu son examen de fin d'études à l'E.N. ; elle était bien conditionnée et n'allait pas pouvoir s'en remettre tout à fait.

• Il ne lui avait fallu qu'une semaine de pratique pourtant pour mesurer le décalage entre les idées reçues et la réalité d'une classe, pour comprendre que l'« équipe pédagogique » n'était qu'un leurre...

• Elle avait encore des cartes à jouer et se tourna vers le S.N.I. (Syndicat National des Instituteurs). Ce fut une nouvelle désillusion, car le SNI la renvoya vers l'équipe pédagogique en la personne d'un conseiller pédagogique SNI !

Est-il possible que le syndicat puisse défendre dans une même unité la cause des enseignants et celle de l'administration dont les chefs hiérarchiques sont au même syndicat ? Comme si un syndicat pouvait défendre à la fois les intérêts des patrons et des travailleurs !!

On savait déjà que le syndicat, siégeant dans les commissions paritaires auprès des inspecteurs, entérineraient leurs décisions en leur donnant sa caution ; l'attitude du SNI n'est qu'une preuve supplémentaire de la collaboration du syndicat avec l'administration, travaillant avec elle pour la sauvegarde de l'école-institution, qu'il juge même comme « libératrice », perpétuant la notion de compétence, de hiérarchie, d'autorité,... plutôt que de dénoncer le système scolaire, les classes « dépotoirs » comme les classes pratiques où les élèves ont été orientés et voués au chômage, aux boîtes d'intérims...

En fait le syndicat ne défend que les intérêts corporatistes d'une catégorie sociale privilégiée sans jamais remettre en cause les structures fondamentales de l'école, ce qui l'obligerait à aborder le problème de fond, à savoir : l'école et les enseignants sont les plus sûrs garants du maintien des valeurs du capitalisme.

• A.M. suivit les conseils du SNI et demanda la visite de la « conseillère » pédagogique de son secteur.

A l'issue de cette entrevue, elle lui fit un rapport (qui ne pouvait que lui nuire aux épreuves orales du CAP qu'elle devait passer).

— « ...Le travail est fastidieux, ennuyeux, inutile »,

— « ...La leçon proposée est formelle, scolaire et, il faut bien le dire, inutile pour l'avenir de vos élèves »,

— « ...Le climat de la classe se dégrade »' etc.

Le lendemain matin, A.M. s'est pendue. C'était trop !

• Elle venait, en dix jours, de constater l'étendue du conditionnement qu'elle avait reçu à l'E.N., ses illusions étaient tombées une à une et c'était elle qui en faisait les frais et sur qui la faute retombait !

De concert, l'EN, l'administration et le syndicat l'avaient rendue « coupable » ! — elle n'avait pas su instaurer la discipline dans sa classe...

— ses cours étaient « fastidieux », « inutiles »...

— elle ne savait pas « foncer »...

— elle parlait de ses problèmes autour d'elle et de sa classe pratique, et il n'y avait pas à faire de remise en question.

Elle s'était trouvée dans sa classe avec des élèves qui avaient osé refuser le travail scolaire, qui contestaient l'autorité, la discipline ; avec ces jeunes, tous de milieu ouvrier et dans la famille desquels il y a souvent un ou plusieurs chômeurs, qui ne se font plus d'illusions sur ce qu'ils feront après 16 ans, de nouvelles valeurs se dégagent qui se traduisent par une révolte primaire.

• A.M. n'était pas préparée à cette remise en question : si oui, elle n'aurait pas eu l'idée d'aller demander conseil à l'administration, à ses supérieurs hiérarchiques, au syndicat désireux avant tout de préserver l'ordre et de conserver les valeurs du système scolaire !

• Leurs réactions, après la mort d'A.M. sont éloquentes :

— L'administration demanda la plus grande discrétion pour « respecter la douleur des parents »... et fit courir le bruit qu'elle était dépressive !

— Le SNI (dont la hiérarchie est au PC à Reims) alla déconseiller aux parents de rendre l'affaire publique et fit en sorte qu'ils se contentent d'adresser leurs protestations à la hiérarchie administrative, ce qui était pour tout le monde beaucoup moins dangereux..

Il leur proposa de s'occuper de tout pour étouffer l'affaire qui les gênait.

— Une enquête administrative fut menée rondement par l'inspecteur dont la femme avait « inspecté » A.M. On ne demanda pas aux profs qui avaient réagi de témoigner...

— La grande majorité des profs du CES, dérangés dans leur bonne conscience, répliquèrent en traitant les élèves de voyous, en se serrant les coudes pour soutenir l'administration et leurs privilèges, contre les profs de la section SGEN qui avaient osé remettre en question le système scolaire et avaient déclenché l'affaire !

des Enseignants de Reims —

USINOR-DUNKE

La grève à USINOR DUNKERQUE LE DEBUT D'UNE LUTTE

Par 23 voix (contre 20) les ouvriers du service *Matagglo* ont décidés la poursuite de la grève entamée voici bientôt quinze jours dans le complexe USINOR-DUNKERQUE. Le service *Matagglo* est celui qui est chargé de l'acheminement du minerai après qu'il fut vidé des navires par des partiqueurs dépendant du port autonome de Dunkerque. Ce sont d'ailleurs ces mêmes partiqueurs qui étaient en grève voici trois semaines pour des augmentations de salaires et qui ont obtenu satisfaction.

Au service *Matagglo* travaillent 85 ouvriers – ce qui semble peu mais où on doit savoir qu'il se trouve à un point névralgique de l'usine où, si des mesures ne sont pas prises par la Direction, c'est tout le complexe qui est affecté, car il n'y a qu'une réserve (pré-stock) limitée à un peu plus d'une semaine. Les gars s'assurent du fonctionnement des bandes transporteuses et de la préparation du minerai destiné à l'alimentation des Hauts-Fourneaux. Leurs conditions de travail sont extrêmement pénibles, (travail à l'air libre, dans la poussière, souvent dans la pluie et la boue), et ils doivent se contenter d'un salaire dérisoire. Par exemple, un ouvrier classé à l'échelle 10b (nettoyeur, surveillant de circuit) gagne, comme appointement mensuel de base, c'est-à-dire, de fixe, 1910,82 Frs. pour une base de quarante heures, auxquels s'ajoutent différentes primes aléatoires. C'est à dire que pour le mois de septembre, par exemple, il a touché 2219,93 Frs. Leur travail est effectué en poste, c'est-à-dire 7 jours de nuit, 7 jours de matin, 7 jours d'après-midi, par journée de 8 heures.

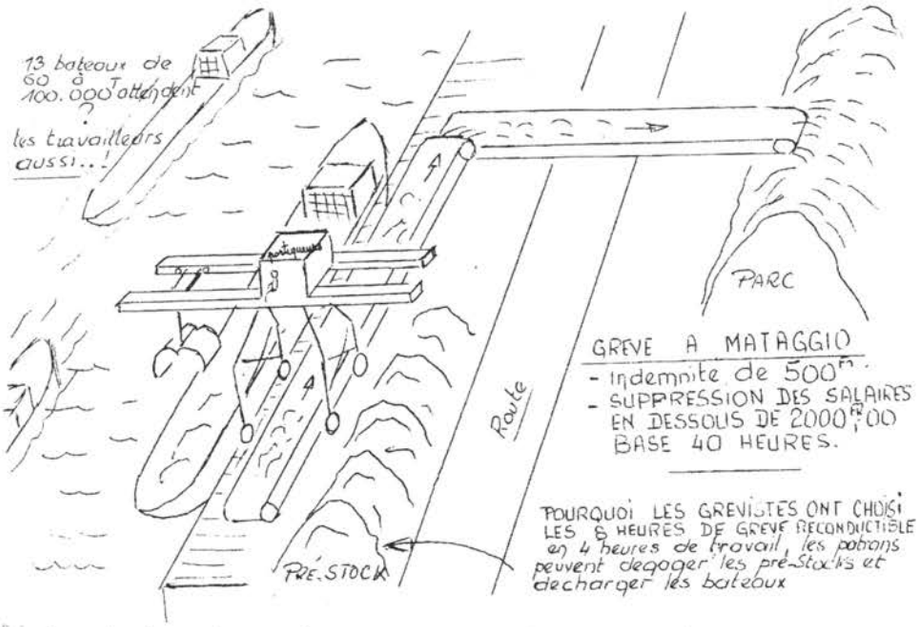
C'est dans ce contexte et à la suite de la grève des partiqueurs du port autonome de Dunkerque, que les ouvriers décident de lancer la grève et avec l'aide des délégués CGT puis des délégués CFDT, qui assurent la circulation des avis, les ouvriers se coordonnent et décident la grève de 8 heures par poste, reconductible à chaque assemblée générale, sur les revendications suivantes :

– Suppression des classes au-dessous de II, c'est-à-dire celles où on gagne moins de 2000 francs par mois ;

– Prime de 1000 francs, en remplacement de la prime de bilan supprimée en 1975, à cause des mauvais résultats de l'usine, d'après Usinor ;

– 300 francs d'augmentation pour tous.

Sur ces revendications, les syndicats s'engagent publiquement à soutenir les travailleurs, soutien qui était demandé par ceux-ci comme condition à l'instauration de la grève. Des réunions d'information ont lieu dans les différents postes où les ouvriers sont mis au courant de la situation. Une première réunion a lieu avec la direction, le 4 octobre, qui oppose un refus catégorique aux revendications posées, alléguant que « celles-ci sortaient complétement du cadre des études qui sont régulièrement faites en cours d'année pour ajuster au mieux la rémunération à la valeur du travail accompli » (sic) et menace de look-out l'usine, si la grève se poursuit. Les travailleurs ne s'en laissent pas conter et popularisent leur action. Des réunions d'information ont lieu dans les autres secteurs de l'usine, avec la participation des ouvriers en grève, qui font part de leurs exigences.

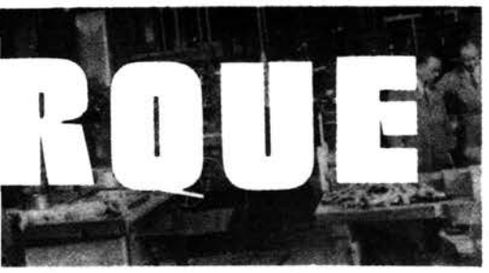


Jusque là, l'accord était réalisé entre les syndicats : CGT et CFDT soutenaient totalement la grève. Puis, le 6 octobre, a lieu une première Assemblée Générale des quatre équipes de *Matagglo* où commencent à apparaître les premières divergences entre les syndicats (la lutte était engagée depuis le 2 octobre) . La CFDT demeurant sur les conditions fixées au départ, à savoir grève de huit heures par poste, reconductible (et non illimitée, comme tend à le faire croire la CGT), à chaque A.G. réunissable tous les 2, 4, 6 jours comme le décideront les travailleurs. Quand à la CGT, elle modifie sa position du début et se déclare partisane de la reprise du travail dès le 8 octobre, après la grève nationale, avec des grèves, par la suite, de deux ou quatre, en précisant toutefois qu'elle se pliera à la volonté des travailleurs. Au cours de cette A.G. où la position de la CFDT fut suivie, il est décidé une nouvelle A.G. des quatre équipes pour le vendredi 8 octobre, la confection d'une banderole pour le défilé du 7 octobre afin de populariser la lutte et de commencer le soutien financier. Le 8 octobre a lieu la deuxième A.G. où la CGT réaffirme sa position et refuse la tenue d'un meeting proposé par la CFDT pour informer les travailleurs d'Usinor.

C'est alors qu'apparaît la répression de la Direction d'Usinor. Elle engage une procédure de licenciement contre 6 grévistes accusés de bloquer l'arrivée du minerai dans les parcs de stokage et de préparation des matières destinées à l'alimentation des hauts-fourneaux, de s'opposer physiquement à la manoeuvre des bandes transporteuses, elle menace de licencier ceux qui font des collectes dans l'usine, ceux qui parlent dans des mégaphones portatifs, ceux qui ont pris des photos montrant le renversement de 50 tonnes d'acier en fusion; une note de service étant parue pour officialiser ces menaces. La direction convoque le 11 un comité d'établissement exceptionnel, où elle met en garde d'une façon explicite les grévistes des risques qu'ils encourent s'ils persistent dans leurs intentions et où, aussi, elle réitère ses menaces de look-out, sans succès.

Pour l'heure, au 17, la situation n'a guère évolué et semblerait plutôt s'orienter vers le pourrissement. La nouvelle A.G. prévue pour le 19, décidera sans doute de l'issue du conflit : soit le look-out, soit la reprise du travail.

L'évolution du conflit était-elle prévisible dans le sens d'une reprise progressive du travail ? Tout conflit est-il donc, dès le début, voué à l'échec ? C'est trop facile, comme le prétend le P.C., de dire que les travailleurs sont détournés de leur objectifs par des « éléments responsables ». Ne serait-ce pas plutôt l'aveu, quand il dit ça, de son incapacité à diriger la lutte des travailleurs, comme il le prétend, par CGT interposée (CGT qui, d'ailleurs, joue un rôle assez équivoque dans ce conflit, appelant maintenant à l'arrêt de la lutte dans sa forme actuelle et à sa poursuite sous d'autres formes). Nous touchons là, sans nul doute,



à une des raisons de l'échec probable du conflit, à savoir, la confiscation par les bureaucraties syndicales, de la direction de la lutte des travailleurs.

En effet, comment réagir autrement que par un certain attentisme et un laisser aller face à des décisions contradictoires auxquelles les travailleurs ne prennent effectivement pas part. Bien sûr, on fait appel à leurs avis, on les consultent, même si, comme Révolution, on met en avant une organisation réellement démocratique de la lutte...

Certains disant même, que les ouvriers réclament des directives des syndicats, évidemment, et ceux-ci, en bons responsables, s'empressent de leur en fournir même si, par la suite, on se bat entre syndicats prétendant détenir la meilleure directive — celles qu'on n'a pas utilisée pour aboutir au succès. Mais où est la direction de la lutte par les travailleurs dans tout cela ? Où sont les délégués strictement mandatés et

révocables sur des décisions prises en assemblées générales ? Il faut bien chercher pour trouver des modes d'action vraiment autonomes de la classe ouvrière. Surtout que maintenant, tout le monde s'en réclame ! (jusqu'aux organisations léninistes type Révo). Effectivement, il y a eu des embryons de ces formes de lutte autonomes et c'est bien là le malheur, contribuer à démoraliser les gars, à leur faire perdre confiance dans leurs propres initiatives, à les ramener dans les pattes des bureaucrates.

NON, LA CLASSE OUVRIERE N'A RIEN A FAIRE DES DONNEURS DE LECON ! ELLE PEUT S'ORGANISER DE FACON AUTONOME.

Un travailleur communiste libertaire
D'Usinor Dunkerque.

coordination des luttes

« COORDINATION NATIONALE DES LUTTES » : AUTONOMIE OUVRIERE OU OPPORTUNISME SYNDICAL.

Coordonner nos luttes : ce problème est essentiel face au processus actuel de restructuration du capitalisme. En effet, ce n'est pas une simple addition de luttes comme Lip, Garon, IMRO... qui amènera un bouleversement révolutionnaire, mais une coordination des travailleurs en lutte, à partir de la réalité vécue par chacun, qui cherchera à comprendre le sens profond des luttes, à les lier entre elles dans une perspective révolutionnaire. Aussi est-il important de signaler l'entreprise des camarades qui participent à la coordination nationale des entreprises en lutte sur le problème de l'emploi : Lip, Griffet, IMRO, en tout une quinzaine d'entreprises (ce qui est peu, mais témoigne d'une avancée certaines, ils en expliquent les raisons dans LIP UNITE N° 4.

Selon eux, la coordination répond à un triple besoin : échanger et confronter les expériences, lier et coordonner entre elles ces diverses expériences, sortir de l'isolement par la création d'une sorte de front commun des entrerpsies en lutte sur le problème de l'emploi ; c'est donc concluent-ils « pour répondre collectivement à des besoins concrets, immédiats et similaires que les entreprises en lutte sur l'emploi ont entrepris cette coordination ».

Mais à partir de là, se pose l'épineux problème du rôle du syndicat que ces camarades semblent éluder de façon bien naive. Entendons nous bien : il ne s'agit pas ici pour nous militants et travailleurs communistes libertaires de jouer aux donneurs de leçon et de critiquer négativement du haut de notre superbe, mais il ne s'agit pas non plus de donner dans l'opportunisme délirant quant au rôle du syndicat dans les luttes.

Les camarades de LIP UNITE soulèvent le problème de la structure syndicale dans la coordination en...déplorant son absence en tant que telle et en souhaitant « une vigoureuse prise en charge de leurs problèmes » par les fédérations syndicales. Pourquoi, constatant l'incapacité du syndicat à permettre une coordination des luttes, et après avoir pris des contacts directs entre entreprises et s'être organisés dans un esprit d'unité à la base, au delà des rivalités de chapelle, pourquoi éprouver le besoin de s'en remettre à nouveau au syndicat, à des fédérations ? L'expérience prouve que le rôle des syndicats est de récupérer les informations et les luttes au profit de l'appareil (syndical) et ce contre la volonté de prise en charge collective, unitaire et à la base par les travailleurs eux-mêmes. Ces camarades, poursuivant leur raisonnement, décernent à la structure syndicale, ici la fédération, le rôle « d'unificateur » capable, et « elle seule », de donner à la coordination sa véritable dimension nationale. Pourquoi, nous autres travailleurs, au travers de l'autogestion des luttes et par la pratique de la démocratie directe (non délégation de pouvoir, révocabilité des délégués devant l'assemblée générale seule responsable, mandats impératifs) ne serions-nous pas capables d'analyser la situation, de globaliser l'affrontement et de décider directement, sans nous en remettre à ces structures « fédérales » bureaucratisées qui filtrent tous les éléments d'information pour que nous ne puissions décider seuls ? LA HIERARCHIE PAR LE SAVOIR, ET LES SPECIALISTES-PERMANENTS DE L'INFORMATION DOIVENT DISPARAITRE, nom de dieu.

De deux choses l'une ; ou ces camarades savent très bien de quoi ils parlent à propos du rôle et de la fonction du syndicat dans la société actuelle, et ils masquent alors ce rôle et cette fonction à l'ensemble des travailleurs, n'agissant ainsi qu'en opportunistes ou flatteurs vis-à-vis de l'appareil syndical (dans quel but ?), ce qui est pour le moins grave ; ou alors ils sont bien naïfs de croire à des vertus syndicales dont ils sont les premiers à avoir douté en n'ayant fait au départ, dans la pratique, confiance qu'en eux-mêmes.

Comment CONTINUER à inviter les travailleurs, alors qu'ils prouvent leur capacité à se donner eux-mêmes des structures d'analyse et de lutte, à considérer que les fédérations syndicales puissent jouer un rôle unificateur, alors que leur principal souci (mise à part la fédération HACUITEX CFDT : habillement, cuir, textile), est de préserver leur pouvoir en tant qu'organisations considérées comme responsables dans ce système ; alors que leur principal souci est de condamner ce type d'initiatives : voir le bureau national de la CFDT dénonçant le rôle néfaste de ces coordinations nationales qui risqueraient de les déborder. La CGT, en excluant du syndicat les travailleurs d'IMRO (imprimerie en lutte dans la région rouennaise), ne fait que suivre sa logique syndicale : une coordination directe , à la base, d'entreprises est pour elle une perte de pouvoir : à quoi servirait le syndicat si les travailleurs prennent directement des contacts entre eux, à partir du vécu de leurs luttes, à les analyser et les globaliser ? C'est la fonction même du syndicat qui est par là remise en cause.

Comment douter par ailleurs que les syndicats n'ont pas les moyens de coordonner les luttes ? S'ils ne cherchent pas à les étendre ni à les unifier, c'est que leur rôle n'est pas de renverser le capitalisme mais de préparer le terrain à la prise du pouvoir par les partis de gauche(exemple de la grève du 7 octobre, entre autres).

Ne pas profiter des acquis de cette coordination des luttes par les travailleurs eux-mêmes, (et masquer l'affrontement inévitable qu'elle provoque avec les syndicats) pour analyser le rôle du syndicat et montrer que seuls les travailleurs eux-mêmes seront capables de coordonner et de globaliser l'affrontement contre le système, c'est risquer de vouer cette expérience à l'échec. Dans un prochain Front Libertaire, nous aborderons un deuxième problème que soulève cette coordination : pourquoi s'en tenir à des entreprises en lutte et ne pas élargir le champ d'action à d'autres entreprises qui ne sont pas en lutte ?

liberté pour les murray

Le 11 septembre 1975, la Allied Irish Bank à Dublin fut attaquée par au moins trois personnes et 7000 livres furent volées. Les voleurs furent poursuivis en voiture par un policier en dehors de son service, le garde Reynolds qui fut retrouvé plus tard, dans le parc de St-Annes, tué d'une balle dans la tête.

Le *Dublin Evening Herald* titra à la une que le garde avait été tué par des anarchistes, alors qu'à ce moment la police déclarait ne pas connaître les responsables. Une récompense de 20 000 livres fut offerte pour tous renseignements.

Le 23 septembre la police commença à perquisitionner les domiciles de tous les anarchistes connus et des parents des anarchistes emprisonnés, plus un large échantillonnage de personnes engagées dans des activités communautaires ou sociales, y compris des groupes s'occupant des droits des prisonniers.

Le 9 octobre, Noel et Marie Murray furent arrêtés par vingt policiers armés alors qu'ils rentraient chez eux. A 10h30 du matin le même jour, Ronan Stenson était aussi arrêté chez lui.

Pourquoi la police arrêta-t-elle ces trois personnes ? De toute évidence, la police avait décidé qu'ils seraient les coupables, mais pourquoi, seule elle peut répondre à cette question. Tous trois étaient déjà connus de la police ; Ronan Stenson à cause de ses activités auprès des prisonniers, Noel Murray était déjà recherché pour une autre affaire (une attaque au cocktail-molotov sur l'Institut Culturel Espagnol en 1974) et Marie avait déjà été condamnée à une peine de prison avec sursis puis acquittée auparavant après appel. Les deux Murray avaient eu des « ennuis avec la police » auparavant et la police avait des « ennuis » avec Stenson. Tant Noel que Marie étaient militants anarchistes. Mais ce qui poussa la police à les distinguer de toutes les autres personnes au passé semblable, seule la police peut le dire.

Les trois furent interrogés séparément dès le début ; Stenson fut battu avec un marteau et une corde de nylon ; il subit aussi les méthodes « normales » : coups de poing, humiliations et intimidations. Après qu'il eut « avoué », il fut emmené à la Prison Militaire de Curragh où le médecin militaire qui l'examina à son entrée remarqua de nombreuses ecchymoses sur tout son corps. On lui refusa tout examen civil.

Les Murray furent traités de même ; Marie « avoua » finalement verbalement au bout de 18 heures, ayant été placée dans la cellule voisine de Noel d'où elle pouvait l'entendre torturer. On lui dit qu'il serait tué si elle n'avouait pas, Noel ayant déjà avoué pour sa part.

Ronan Stenson fut si sauvagement torturé que bien qu'il fut accusé avec les Murray, on dut arrêter l'affaire contre lui et le transférer à l'hôpital de la prison, où il se trouve encore, 9 mois après son arrestation, toujours hors d'état de passer en jugement.

Stenson et les Murray furent traduits devant la Cour Criminelle Spéciale de Dublin pour y être jugés. Devant cette cour, l'affaire n'est pas débattue par un jury comme à l'ordinaire, mais par trois juges qui dépendent du gouvernement (l'un d'eux avait déjà jugé Noel Murray quelques années plus tôt pour une autre affaire. Au jugement, la principale preuve fut les « aveux » . La Cour Spéciale refusa d,admettre qu'il y eut torture, refusant même de permettre à la défense d'en produire les preuves. La condition de Ronan Stenson aurait rendu cette attitude encore plus difficile, aussi l'adandon de son jugement à cause de son état de santé était inévitable.

On n'empêcha pas seulement la défense de produire des preuves sur les points importants, mais encore on ne permit pas aux accusés d'assister à une grande part du procès, y compris lorsque le verdict et les condamnations furent rendus. Marie essaya de faire la déclaration habituelle après une condamnation à mort, mais les juges ne le lui permirent même pas !

La Cour Criminelle Spéciale fut établie en 1939 pour statuer sur les affaires impliquant de grandes organisations paramilitaires, surtout l'IRA, pour « éviter toute intimidation du jury » (ou plutôt par peur du grand nombre de gens favorables à l'IRA qui auraient acquitté les accusés) ; et aussi la « masse » de preuve produites par l'instruction ne suffirait pas à convaincre un jury moyen.

Le gouvernement irlandais utilise cette cour sans jury et qui fut établie pour avoir affaire à l'IRA, pour juger trois personnes qui n'ont plus aucun rapport avec l'IRA et pour les condamner à mort histoire d'intimider celle-ci.

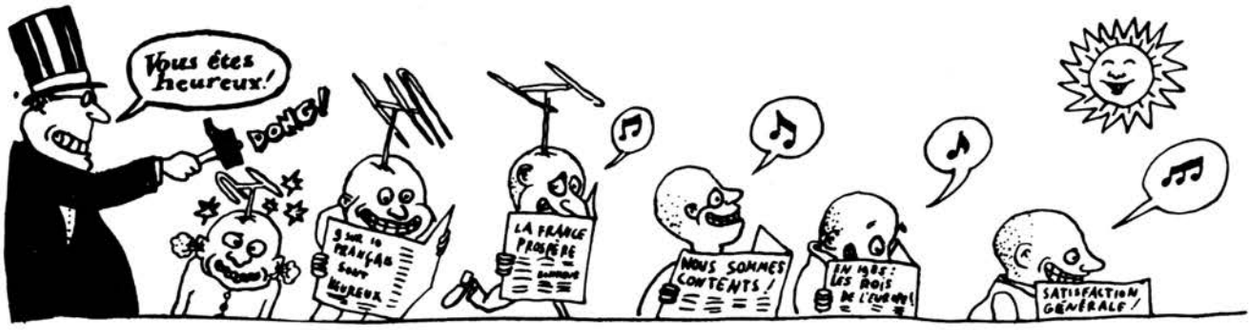
Les Murray ont fait appel contre l'accusation et la sentence devant la Cour d'Appel, mais on pouvait prévoir qu'il serait rejeté. Il y a eu un appel ultérieur devant la Cour Suprême le 1er novembre.

Un comité de défense s'est créé sur Dublin. Bien qu'il ait à subir une forte repression du gouvernement irlandais (salles de réunions refusées, menace personnelle...) il a reçu le soutien de quelques unions syndicales : le syndicat de l'automobile et l'union des mécaniciens. Une pétition circule et elle reçoit un soutien plus important qu'on ne pouvait l'espérer vu le **silence** de la presse irlandaise sur l'affaire Murray. Les organisations libérales, comme l'association irlandaise des Droits de l'Homme, refusent toute campagne sur cette affaire.(1) L'I.R.A. officielle (proche du P.C.) fait courir le bruit que les Murray auraient été impliqués dans d'autres assassinats ; tout ceci est complétement faux : un exemple flagrant est un crime commis par les fascistes de l'U.V.F. (organisation para militaire de l'Irlande du Nord) .

Pour empêcher ce crime étatique il est urgent que l'opinion publique mondiale ait connaissance de cette affaire et que l'on se rende compte que l'Etat irlandais connaît un processus de fascisation qui tend à empêcher toute opposition à sa politique d'écrasement de la lutte armée en Irlande du Nord.

L'appel est examiné en ce moment par la cour suprême. Aussi, les Murrays peuvent maintenant être pendus d'un jour à l'autre.

1. Les Murray sont sacrifiés aux besoins électoraux de la coalition qui souhaite jouer le champion de la loi et de l'ordre devant les électeurs, tout en préservant son image délavée de patriotes irlandais ; qui souhaite rassurer Whitehall qu'elle mène une action contre l'IRA tout en n'apparaissant pas mener d'actions contre les républicains endurcis ; elle souhaite montrer aussi à ses partenaires de la CEE (en termes économiques : ses maîtres) que, nobnostant des attaques terroristes, c'est toujours le pays industriel le plus calme pour les investissements et les relations libres du marché du travail qu'ils peuvent trouver à exploiter.



DOSSIER PRESSE...

Une offensive grandissante du pouvoir et du pouvoir de l'argent s'est emparée de la presse pour museler ce qui ne l'était pas déjà et pour redistribuer les cartes politiques. France-Soir en fait actuellement les frais. C'est le sens de ce conflit : journal critiquable à de nombreux égards, c'est en ce moment le symbole de journalistes qui ne veulent pas se faire le paillasson de la campagne électorale à venir. C'est également le signe du paradoxe : le refus de se donner les moyens suffisants pour aboutir, en l'espèce à une grève longue et dure où tout le monde « laisse des plumes ».

La grève à France-Soir correspond également à une nouvelle étape du démantèlement des imprimeries de presse, liée au démantèlement des groupes de presse au profit des patrons les plus réactionnaires d'entre eux, qui sont également les moins «journalistes» d'entre eux. L'infect torchon qu'est le Parisien Libéré a fait tache d'huile, et Hersant « vaut » dix Amaury.

C'est pourquoi un dossier sur la presse prend sa place dans l'actualité. S'il ne prétend pas faire le tour de tous les problèmes, il n'est pas exhaustif, il peut toutefois apporter sa contribution au débat qui reste ouvert. Le problème de la presse dite marginale n'y est pas abordé : c'est là le sujet d'un dossier à lui seul. Comme les problèmes (vitaux) de l'imprimerie peuvent facilement faire la matière d'un dossier.

L'ÉLECTRONIQUE : DES JOURNAUX AU KILOMETRE

Jusqu'à ces dernières années, les quotidiens étaient fabriqués en typographie : il s'agissait de couler en plomb les colonnes de texte, le linotypiste devait répartir au mieux les lettres et espaces, ce qui permettait d'en prendre une empreinte (le « flanc ») pour ensuite fabriquer une « forme » en relief ; elle-même, après avoir été retouchée, était fixée sur le cylindre de la rotative ; ainsi, la venue de l'encre permettait d'imprimer le papier à son passage, papier ensuite plié, replié et coupé qui faisait tomber les journaux tout prêts. Voilà. Comme on peut l'imaginer, cette fabrication nécessitait l'emploi d'un personnel d'imprimerie nombreux et qualifié. Les sur-salaires de la presse puisant là leur justification. La FFTL (Fédération Française des Travailleurs du Livre, CGT) également : car son existence syndicale de type monopolistique ne pouvait se maintenir que par la contre-partie du fameux « label » qu'elle apporte aux patrons. Ce label, ou marque syndicale, certifie notamment la compétence des ouvriers qui ont fabriqué le journal, et par là même la qualité du journal.

Mais l'électronique s'est emparée de ce secteur industriel, qui remettait en question tout le processus : c'est **l'offset.** Là, plus besoin d'ouvriers qualifiés, plus besoin d'une importante infrastructure : un claviste (dactylo) tape le texte sur une machine électronique qui traduit au « kilomètre », c'est-à-dire sur des bandes perforées. La justification est effectuée par un ordinateur : c'est la photocomposition. Les bandes perforées vont ensuite alimenter un ordinateur qui compose, à un rendement au moins triplé. Ensuite, on photographie chaque page sur une feuille de zinc qui est ensuite très légèrement gravée. On encre les endroits à encrer, on mouille les endroits à ne pas encrer, l'eau repousse l'encre (corps gras) et le tour est joué. Première « révolution ». Les patrons peuvent se débarrasser vite fait de leurs ouvriers encombrants, qu'ils remplacent par des dactylos payées au tarif dactylo, et qu'ils refusent d'assimiler au personnel d'imprimerie.

Mais la « restructuration » (lire chômage) n'est pas achevée. Deuxième « révolution », les fac-similés. Ou transmission des images à distance. Un appareil, après avoir lu la page, l'envoie par téléphone (avec ou sans fil) à l'autre bout de la France, où le même appareil réceptionne l'ensemble, textes et photos. Et ainsi, en quelques secondes (minutes) le journal est prêt à être imprimé, à Lille, Toulouse, Marseille ou Le Havre. Cela permet à un journal provincial de faire sur place ses pages locales et d'encarter les pages parisiennes qui contiennent les informations politiques, étranger, etc., plus le « prestige » des grandes signatures (si tant est). Ces fac-similés, c'est le dernier bon tour d'Hersant. Voilà quelque vingt-cinq ans qu'il attendait ça : on comprend son intérêt pour les canards boîteux plus ou moins en perdition aux quatre coins de la France. Avec son agence parisienne (AGPI) il « couvre » de la sorte une partie énorme de l'hexagone. Sans compter qu'avec l'opération France-Soir, qui vient s'ajouter au Figaro, c'est presque un lecteur sur deux qui sera « informé » par Hersant.

L'information en miettes.

D'autant que tout n'est pas fini. Car une troisième « révolution » pointe déjà à l'horizon : **le journal écrit télévisé.** C'est ainsi que « Antiope » doit être présenté courant septembre à Moscou puis à Cannes au VIDCOM. Antiope, c'est le système français qui permet de faire apparaître sur un écran de télévision un journal écrit. Que faire d'une presse quotidienne écrite, alors ? Heureusement le système, aussi perfectionné soit-il, n'est pas avancé industriellement. A la différence de son concurrent britannique CEEFAX, en exploitation commerciale par la BBC (cf. Le Monde des 29 août 76 et 24 septembre 75).

Certes, on peut se demander : pourquoi défendre des journaux depuis si longtemps pro-gouvernementaux (le Figaro, France-Soir) quand leurs journalistes devraient se battre contre le pouvoir qui y est ensensé à longueur de colonnes ? On pourrait, de fait, dissocier une bataille purement corporative consistant à refuser les charrettes de licenciements et, le stade suivant consistant

à envisager de se remettre en cause avec le contenu de l'information produite et le phénomène de l'information. C'est ce qui permet de ne pas condamner actuellement un conflit dans la presse. C'est également comprendre que les chamboulements que l'on voit s'y produire ne peuvent se faire que sur le dos des travailleurs. Avec le plan Lecat qui a décidé vingt mille licenciements dans l'imprimerie, avec une déqualification massive dans cette profession, avec un journaliste sur huit au chômage. C'est également le problème de l'imprimerie

UNE PRESSE A LA DÉRIVE

A moitié avalée par l'audio-visuel, la presse écrite est-elle pour de bon une espèce en voie de disparition ? Aussi envahissante soit-elle, l'« information » audiovisuelle ne peut donner que ce qu'elle a. C'est-à-dire quelque chose d'immédiat, de superficiel et d'éphémère. La survie de la presse écrite, c'est une information qui décortique, analyse, démonte, soupèse, puis recolle et étiquette. C'est quelque chose de plus profond, de plus ample. Un journal télévisé, ce n'est qu'une colonne de journal. La presse malade de l'audiovisuel... c'est vrai. Mais pas suffisant. Laissons le contenu de côté, pour l'instant. Les chiffres sont là, inexorables, noirs sur blanc. En 1939, le nombre de quotidiens nationaux s'élevait à 31, en 1969 à 13. La presse dite régionale ou locale totalisait, elle, en 1939, 175 quotidiens, en 1969 elle n'en compte plus que 81. Et l'on sait les monopoles que cela signifie. Sans commentaire.

Les coûts de fabrication des journaux ont suivi une progression effarante (qui certes ne suffit pas à tout expliquer) ; on peut remonter aux causes en allant chercher très loin ce qui ne va plus.

Depuis plus d'une dizaine d'années, la France suit une politique d'importation forestière bien particulière. Sur la consommation de pâte à papier, il faut compter 46 % d'importation, et la production de papier-journal a baissé de 150 millions de tonnes en trois ans. Les importations ont donc augmenté d'autant. Le prix du papier s'est accru de 68 % en 74. En janvier 75, il augmentait à nouveau de plus de 10 %, et ainsi de suite. Pour totaliser une augmentation générale de 90 % l'en !!

Quant aux messageries de presse, l'argent coule à flots. S'il est vrai que les NMPP s'occupent de la comptabilité de tous les titres pris en charge, elles n'en prélèvent pas moins une dîme de 43 % par exemplaire, auxquels viennent s'ajouter les frais des invendus (le « bouillon »). Cette mévente représente à elle seule un tiers de la production globale des journaux. Une gabegie qui n'est certes pas perdue pour tout le monde !

Les tarifs postaux, eux aussi, suivent une constante augmentation et s'appliquent indifféremment du poids des journaux. Ce qui ne peut là que favoriser les « gros titres » contre les petits. Il faut ajouter aux saignées: la TVA, les taxes sur les salaires (dans l'imprimerie elles peuvent atteindre 2 %), le régime fiscal des investissements (qui considère la presse comme à but lucratif) et taxes diverses (qui ne sont pas modulées suivant le chiffre d'affaires des journaux).

Il faut ajouter également la disparité qui existe entre les budgets publicitaires de la télévision et celui des journaux (l'État devrait limiter la publicité télévisée au plafond atteint en 71). Ainsi que le phénomène dit de « dumping » : cette pratique consiste à maintenir le prix d'un journal artificiellement bas en jouant sur une recette publicitaire élevée. Certains journaux étant d'ailleurs payés intégralement par le budget publicité. Contre cela, il suffirait de fixer un prix-plancher. Quant au prix du papier, certains voient la solution, pas une panacée mais une première mesure, dans le fait d'instaurer un prix différentiel qui privilégierait le papier à surface rédactionnelle. La société professionnelle des papiers de presse mettrait ainsi en vigueur deux secteurs bien différents. En attendant mieux...

Par ailleurs, la CGT du Livre réclame le « rapatriement des travaux effectués à l'étranger ». A savoir faire revenir en France les quelque 25 % de journaux et périodiques imprimés hors de France. La CFDT-Livre conteste ce mot d'ordre, ne voyant, pour sa part, que slogan nationaliste qui équivaudrait à exporter le chômage (enlever à Pierre, pour donner à Paul). C'est juste, du point de vue des travailleurs. De celui de ceux qui font de l'argent, ça l'est moins. Car, l'importation du papier en « transit temporaire » permet des bénéfices conséquents au profit des éditeurs, au détriment, par contre, des imprimeries.

Certes, poser ces problèmes et tenter d'y apporter des bribes de solutions n'est que replâtrage, pourtant cela contribuerait au sauvetage de cette presse déjà bien malade. Malade de l'argent, malade de ses monopoles de plus en plus puissants, malade d'une main mise du pouvoir grandissante, malade de sa concentration, et, partant, de son uniformisation, malade de sa chèreté, malade de son chômage, malade enfin de la facilité et, pour une partie, de sa médiocrité. Une presse où la revendication immédiate équivaut presque à demander l'impossible.

FRANCE-SOIR : LA BRADERIE

Après dix jours de grève, France-Soir reparaissait : la reprise venait d'être votée à 143 voix contre 28. Une victoire ? Certes non, malgré l'euphorie de l'intersyndicale, car les journalistes n'ont obtenu aucune garantie réelle.

Pour cela, il faut remonter à l'origine du conflit. En juillet dernier, la FEP (société éditrice de France-Soir et antichambre de Hachette)) décide de se séparer de son titre déficitaire : FRANCE-SOIR. Elle a trouvé un acquéreur en la personne de Paul Winkler (directeur de l'agence Opéra Mundi et du journal de Mickey). Ce vieillard de 78 ans se sent tout à coup une vocation d'homme de presse; ce qu'il voit sans doute moins bien c'est sa vocation d'homme de paille, même si début juillet il avait hautement précisé que Hersant était « totalement étranger aux négociations en cours », et ajoutait au vu de la situation pré-catastrophique de France-Soir : « la tâche sera donc rude ». Winkler, homme berné ou homme de complaisance ? D'après ce qui est chuchoté et dit, la réponse se situe à Matignon où toute l'opération s'est mise en place : Winkler rachète le journal (pas trop voyant), il cède la place rapidement, très rapidement à Hersant. Pourquoi ? Marie-France Garraud, hégérie de Chirac, et Pierre Juillet son conseiller veulent (vraisemblablement pour les législatives), installer une tête de pont UDR—clan Chirac. Mais l'hypothèse du départ de Chirac se concrétisant, il faut faire vite. C'est ainsi que Chirac fait part de sa démission à Giscard le 26 juillet, c'est ainsi que l'accord Hersant-Winkler est conclu dans la dernière semaine de juillet. Chirac peut partir... Et Hersant poursuivre son « irrésistible ascension ».

Mi-août, Hersant annonce que la situation de France-Soir « a fait apparaître une gravité accrue »... et qu'on l'appelle. Il y avait eu pourtant d'autres offres de participation : Perdriel du Nouvel-Observateur et Smadja, neveu de Smadia (Combat). Mais

ni le pouvoir, ni la CGT (elle négocie un accord avec Hersant en Normandie sur la création d'un quotidien « de gauche »où iraient travailler des journalistes du PC, journal qui serait imprimé par Hersant, le seul à pouvoir le faire puisqu'il monopilise), ne souhaitent la venue d'un Perdriel.

Le 18 août, Hersant publie un communiqué dans lequel il déclare notamment, et sans rire : « le rapprochement technique et commercial entre Le Figaro et France-Soir, déjà préparé par des accords datant de 1972, correspond à la seule tentative intelligente. France-Soir perd de l'argent, par milliards chaque année. L'avenir dira si (cette tentative) fut suffisante pour éviter la catastrophe (l'appel de Winkler). Je lis ça et là que de beaux esprits s'élèvent contre cette prise de participation qui menacerait le pluralisme de la presse. Il convient d'en finir avec ces hypocrisies intéressées. Les seules régions de France où subsiste le pluralisme sont celles où j'édite un quotidien. C'est en faisant vivre, souvent contre vents et marées, des titres qui, sans mon intervention seraient

disparus, que je donne la possibilité aux lecteurs de trente départements de choisir chaque jour leur journal. Il suffit d'examiner une carte de France pour constater que partout ailleurs règne le monopole de l'information écrite »... Hersant par lui-même : sans commentaire. L'article concernant l'électronique explique ci-contre les visées « pluralistes » de Hersant quand il rachète pour une poignée de cerises les canards en voie de disparition.

Il n'en fallait pas tant pour que les journalistes se mettent en grève : refusant systématiquement l'arrivée de Hersant. Grève intéressante car insufflée à son origine par la base ; de jeunes journalistes CGC et CFDT. La CFDT y est le syndicat majoritaire, mais globalement c'est une CFDT de « droite ». Très rapidement, l'intersyndicale prend le mouvement en mains pour, c'était inévitable, l'emprisonner dans le goulot des motions et des principes. Parallèlement à la grève, une action en référé est engagée : elle vise à obtenir la nomination d'un administrateur judiciaire. Son rôle consisterait à

etudier la situation financière du journal, la façon dont Hersant a pu se porter acquéreur, et permettrait de suspendre les tractations en cours.

De son côté, l'UNSJ appelle « la profession à une journée d'action le 26 août, jour anniversaire de l'ordonnance de 1944 » (impossibilité pour un même individu de diriger plusieurs quotidiens). Cette journée connaîtra un écho favorable dans cette profession difficile à mobiliser (paradoxe) : plus d'un millier de manifestants devant les locaux de France-Soir, et arrêts de travail de solidarité dans plusieurs journaux, y compris à Paris-Normandie (Hersant). Par contre, censure et protestations par ailleurs : au moment même de la manifestation, les journalistes d'Europe-1 reçoivent l'ordre de faire silence là-dessus. Les syndicats protestent rapidement, le SNJ le fait savoir dans un tract.

Mais le mouvement connaît ses premières faiblesses : l'AG du 24 août emporte le vote de la poursuite de la grève à une majorité moins importante. Car le coup de grâce a été porté le vendredi précédent par la CGT-Livre de France-Soir (mais est-ce bien de France-Soir ? On penserait plutôt à une remise au pas de la direction de la FFTL !).

En effet, celle-ci fait placarder une feuille, nantie de la position du syndicat, qui déclare : « La poursuite de ce mouvement sur des bases de lutte ayant pour conditions tout sauf Hersant nous paraît comme dangereuse ; une telle position ne permettant d'autre alternative que la capitulation de l'une ou l'autre partie, et en ce sens une position de tout ou rien, qui peut permettre toutes les menées aventuristes entraînant les pires conséquences (...) dans les conditions actuelles, les travailleurs du Livre de France-Soir ne peuvent plus la cautionner, car elle risque de devenir rapidement suicidaire ».

La position est claire, et bien connue : pas d'aventurisme, et, quand par ailleurs on négocie avec Hersant...

Seulement, cette position va être celle des journalistes CGT qui ne peuvent que s'aligner, et vont tout faire pour briser le mouvement, parlant « d'autres formes de lutte »...

C'est pourquoi le vendredi 27 août, France-Soir reparaît... avec, comme copropriétaire, Hersant. Les journalistes ont négocié, mais aussi capitulé sans conditions. Leur victoire : Désiré Goddyn, président du syndicat patronal de la presse parisienne et ancien administrateur de France-Soir (qui est parti car, disait-il, il n'y avait déjà aucun pouvoir) tiendra lieu, pendant un mois, de « négociateur » entre les « représentants » de la rédaction et Winkler, en ce qui concerne les « intérêts matériels et moraux » des journalistes. Ce qui permet de « préserver l'outil de travail » !!... Goddyn devient donc directeur général. Et on ne parle plus de Hersant, propriétaire de 50 % des actions de France-Soir...

Quant à l'action en référé, le tribunal recevait seul la demande des journalistes autonomes et CFDT concernant l'absence de consultation du CE, rejetant les autres demandes. L'ordonnance de jugement a chargé un « expert-consultant » d'examiner tous papiers concernant la cession de parts et tous accords, ainsi que tous les comptes rendus de réunions. Une bien faible victoire. Pour mieux dire, un coup d'épée dans l'eau. Hersant copropriétaire du journal, quelle indépendance les journalistes comptent-ils préserver ? Et quelles illusions nourrissent-ils encore ? Une « société des rédacteurs » ? C'est un mythe. Voir Le Figaro où la société constituée n'a nullement fait barrage à la mainmise d'Hersant, ni aux licenciements.

Rendez-vous dans quelques semaines. L'affaire reste à suivre. La prochaine offensive d'Hersant changerait de terrain : l'audiovisuel. Son rêve est d'acquérir une station de radio. On peut seulement souhaiter que les journalistes ne feront pas une nouvelle fois la démonstration de leur impuissance face à cet ancien pro-nazi.

L'EMPIRE HERSANT

Outre la mainmise sur France-Soir, Robert Hersant est à la tête d'un groupe de presse tel que l'on peut dire qu'un Français sur six est « informé » par lui. L'empire Hersant, ce sont :

– une agence de presse (l'A.G.P.I.)
– une agence de publicité (Publiprint)
– Plusieurs centres d'imprimerie, y compris six nouveaux centres de fac-similés en province ;
– onze quotidiens : Le Figaro, Nord-Matin, Nord-Eclair, Paris-Normandie, Le Havre-Presse, l'Eclair de Nantes, la Liberté du Morbihan, Centre-Presse, le Berry Républicain, la Nouvelle République des Pyrénées et France-Antilles ;
– neuf hebdomadaires et bi-hebdomadaires: la Voix du Bocage, le Courrier de l'Eure, le Pont-Audemer, la Liberté de la vallée de la Seine, les Nouvelles de Falaise, l'Action Républicaine et le Journal d'Elbeuf (bi-hebdo);
– onze magazines : l'Auto-Journal, Sport-Auto, Champion, les Cahiers du Yachting, Bateaux, la Revue nationale de la classe, la Pêche et les Poissons, Market, Votre tricot, la Bonne cuisine et, jusqu'aux années 72, « Points de vente ».

Il faut ajouter que Hersant a racheté tous ces journaux « en solde », la seule « entreprise de presse » qu'il ait créée, c'est France-Antilles, journal unique en Martinique (pas de concurrence).

LES GRANDS GROUPES DE PRESSE

– Le groupe Hersant (voir encadré)
– Le groupe Amaury : Le Parisien Libéré (a absorbé l'Oise-Matin et Seine et Marne-Matin), Normandie-Matin, Val d'Oise-Matin, Beauce-Matin, l'Équipe, le Quotidien d'Angers, le Courrier de l'Ouest, le Maine Libre ; les hebdomadaires : Carrefour, Point de vue-Images du Monde, la France Agricole, But et Club, le Miroir des Sports, France-Football ; le mensuel Marie-France.
– Le groupe F.E.P. – Hachette (France Editions et Publications) : France-Dimanche, le Journal du Dimanche, Elle, le Point, Confidences, Lectures pour Tous, Réalités, Entreprise, Preuves ; 50 % des actions de Télé 7 jours. A « vendu » France-Soir et le Journal de Mickey (propriétaire Winkler).
– Le groupe Aigles : le Progrès de Lyon, le Dauphiné Libéré, la Tribune-l'Espoir, la Dépêche de Saint-Etienne, l'Écho de la Liberté, Dernière Heure Lyonnaise.
– Le groupe Prouvost : Marie-Claire, la Maison de Marie-Claire, Parents, 50 % des actions de Télé 7 jours et 13 % du capital de RTL. A « vendu » Le Figaro à Hersant et fait de même pour Paris-Match au groupe Filipacchi.
– Le groupe Filipacchi : Salut les Copains, Mademoiselle Age-Tendre, Lui, Une Semaine de Pariscope, Vingt Ans, édition française de Play-Boy, Union, Amour, Jazz-Magazine... et Paris-Match.
– Le groupe Bayard-Presse : La Croix, le Pélerin du XXe siècle, Panorama aujourd'hui, Notre Temps, Presse-Actualité, Pom-

me d'Api, Okapi, Record, Promesses.
– Le groupe Del Luca : Télé-Poche, Nous-Deux, Intimité, Pour Vous Madame, Modes de Paris. Possédait également le défunt Paris-Jour. En passe d'être vendu à un groupe américain.
– Le groupe Vie Catholique : Vie Catholique Illustrée, Télérama, Informations Catholiques, Croissance des Jeunes Nations, Images du Mois.

ET MONSIEUR Robert HERSANT...

La prescription voudrait que l'on taise les activités passées de Robert Hersant. Etant donné la façon flagrante dont il viole lui-même la légalité sur laquelle il prétend s'appuyer (voir plus bas l'ordonnance du 26 août 1944 et la loi du 25 mars 1952), tout scrupule reste lettre morte, tout silence est complice.

Avant d'être un « monsieur bien » de la presse, ses activités politiques l'ont d'abord conduit avant guerre à un congrès nazi à Nuremberg. Convaincu, il sera à l'origine de « Jeune Front », organisation de type fasciste. En 40, il dirigera un Centre de Jeunesse Maréchal Pétain (Brévannes). Une sombre histoire d'escroquerie et abus de confiance l'en met à la porte. Il vait fondé « Jeunes Forces », feuille pétainiste.

Après la guerre, il utilise encore force prête-noms pour créer plusieurs sociétés : J.M. Balestre (engagé dans la Waffen-SS), Lemoy (contacts avec la Gestapo), M. Augier (journal fasciste La Gerbe, engagé LVF).

1951 : il est condamné pour fraude fiscale, puis pour détournement (non-paiement des cotisations de sécurité sociale).

1952 : nouvelles inculpations autour de l'Auto-Journal.

1956 : il se fait élire député radical (ne riez pas) de l'Oise. Mais son élection est rapidement annulée par l'Assemblée nationale: la collaboration lui ayant valu dix ans d'indignité nationale. Sa campagne à l'américaine n'avait guère plu non plus (avec Martine Carol, Luis Mariano, jeux et vacances pour les enfants et distributions de légumes).

Toutefois, la législation en vigueur lui permit de se représenter, et, d'être élu... L'Assemblée nationale ne pouvant une seconde fois l'élection !

Depuis, Hersant eut le rôle d'« homme de presse » que l'on connaît. Au mépris le plus flagrant de la légalité bourgeoise, qu'il est censé défendre, à droite. Comme il est censé risquer trois mois à deux ans de taule et une amende de 10.000 F à cinquante fois l'acquisition dissimulée (Art. 4 et 9, ordonnance du 26 août 1944). Une fortune...

ET DU COTÉ DE CHEZ HACHETTE

Depuis la fin du siècle dernier, le trust Hachette s'est employé à s'assurer le monopole de la diffusion de la presse, papèterie et édition. Toutefois, les messageries sont fermées en 1944 pour avoir ouvertement collaboré (diffusion de « Signal » alors imprimé par Georges Lang). Hachette décide, après la Libération, de lancer une petite entreprise de messageries pour concurrencer les Messageries Françaises de Presse, nouvellement créées. La Banque de Paris et des Pays-Bas l'épaule financièrement. En 47, la loi Bichet sur la liberté de la diffusion de la presse permet à Hachette de rentrer dans ses locaux. Ils sont loués aux NMPP, nouvelle société dont Hachette s'octroie 49 % des parts. Les coopératives de journaux détiennent le reste. Si Ithier de Rauquemaurel, neveu du descendant de Louis Hachette, est actuellement le PDG de Hachette, les banques ont la part belle. Paribas en l'occurence. Elle fit, en effet, nommer à la tête du trust, en 71, Nora et Worms. Au début de l'année 75, Rauquemaurel répondait à la question des rapports exacts existant entre Hachette et les NMPP : « Hachette, minoritaire, assume les fonctions de direction générale des NMPP. Sous l'autorité et sous le contrôle d'un conseil de gérance où la presse est majoritaire et dont la composition a été largement renouvelée il y a deux ans. Or, ce nouveau conseil a approuvé les statuts des NMPP ainsi que la définition du rôle de la direction générale. Toute autre insinuation est contraire à la vérité et dénuée de tout fondement ».

Toutefois, Hachette ne sévit pas seulement dans les messageries, par le quasi-contrôle qu'il effectue sur les NMPP et Transport-Presse. L'empire Hachette, c'est aussi : les journaux, les bibliothèques de gares, livres de poche, livres scolaires et l'audiovisuel.

L'EMPIRE HACHETTE

– Les messageries : les NMPP avec 49 % des actions, Transport-Presse. Leur fonction est battue en brèche par les opérations Amaury (réseau parallèle) et Hersant (« fac-similés » qui permettent la reproduction immédiate et à grande distance des pages faites à Paris).
– Les journaux : Le Point, France-Dimanche, Journal du Dimanche, Elle, Jardin des Modes, Femme Pratique, Femme d'Aujourd'hui, la Médecine de A à Z, la Bible, Lecture pour tous, Connaissance des Arts, Réalités, Entreprises, Preuves, La Vie Française (49,41%), Télé 7 jours (50 %), et, jusque récemment, France-Soir. Toutes ces publications, par le canal de la FEP.
– Les bibliothèques de gares.
– Les livres de poche.
– Livres scolaires et classiques : à l'aide d'un fichier de plus de 500.000 noms d'enseignants.
– L'audiovisuel : à RTL ; les vidéo-cassettes (Vidéogrammes de France) et le disque (Sonopresse).

LES SYNDICATS DE JOURNALISTES

Selon les chiffres récents publiés par la CFDT, sur 13.000 journalistes, plus de la moitié ne sont pas syndiqués.

L'UNSJ (Union Nationale des Syndicats de Journalistes) comprend quatre composantes : le SNJ (autonome), la CGT, le SFJ (CFDT), et FO. Il faut compter l'existence d'un syndicat CGC. Jusque-là, la nécessité d'une action syndicale s'est peu fait sentir dans la profession. Toutefois, le taux de syndicalisation progresse ces dernières années compte tenu de la dégradation de la profession : un journaliste sur 8 est chômeur.

Le Syndicat Nationale des Journalistes (SNJ autonome) compterait 3.000 adhérents, le Syndicat des Journalistes Français (SFJ CFDT) 1.600, la CGT un millier, FO 700, et la CGC 500.

La CFDT annonce une progression constante : elle est passée de 600 à 1.600 adhérents depuis 1967. Ce que les chiffres ne disent pas, c'est le changement qualitatif de ce syndicat qui s'est radicalisé constamment ces dernières années. Avec une base beaucoup plus active, prête à remettre en question le contenu même de l'information.

LES PRINCIPAUX QUOTIDIENS ET LEURS LECTEURS

Le Centre d'Études des Supports de Publicité (CESP) vient de publier, pour la période comprise entre septembre 75 et mai 76, le résultat de ses sondages concernant le nombre de lecteurs pour les principaux quotidiens nationaux :

– France-Soir	1.376.000
– Le Monde	1.361.000
– Le Figaro	874.000
– L'Équipe	790.000
– L'Aurore	675.000
– L'Humanité	496.000
– La Croix	295.000

La diffusion des six premiers quotidiens français est la suivante :

– Ouest-France	638.821 ex.
– France-Soir	633.089 ex.
– Le Monde	425.619 ex.
– Le Progrès de Lyon	397.317 ex.
– Le Figaro	382.254 ex.
– La Voix du Nord	377.645 ex.

Iran

Comme vous avez du le lire dans d'autres canards, des ressortis sants iraniens ont été interpel lés et gardés à vue pour avoir, d'aprés la police, tenté d'assa ssiné le représentant de la SA-VAK en France. Depuis quatre i-raniens ont été expulsés en RFA puis en Suède et les 2 présumés coupables sont à la Santé, pour faire plaisir au Shah d'Iran-il faut soigner les relations éco-nomiques!-

Il faut obtenir le retour des 4 iraniens expulsés qui sont les principaux témoins des deux étu diants arrétés.

Il faut dénoncer le complot du Shah qui, avec la complicité de Giscard-Ponia, consiste en l'é-limination de toute opposition à son régime fasciste, en Fran-ce ou ailleurs et il faut dénon cer le système policier qui vou drait garder des "otages" afin de faire pression sur les Briga des Internationales qui ont, de puis, revendiqué l'assassinat. Les martyrs, on s'en fout.

L'assassin est bien le Shah qui par l'intermédiaire de ses soit -disants " représentants cultu-rels "d'ambassade, fichent les opposants iraniens et les jet-tent en prison quand ils ne les assassinent pas.

QUI SONT LES VRAIS ASSASSINS?

Giscard-Shah, même combat!

Publications ORA (prononcez OCL) actuellement disponibles:

Dans la série des documents Rouge et Noir:

- Doc R&N 1: Guerre de Classes en Espagne, de Berneri;..... 3Fr
- Doc R&N 2: Abrégé du Kapital de Karl Marx par Caffiero (2 tomes);...14Fr
- Doc R&N 3::Anarchisme et Marxis-me, de Guérin;..... 2Fr
- Doc R&N 5: L'insurrection de Kronstadt la Rouge;..... 6Fr
- Doc R&N 6: Les communistes liber-taires russes et l'organisation; ... 2Fr
- Doc R&N 7: Portugal de l'anti-fascisme à l'affrontement de classes;..... 3Fr

Dans la série "Documents":

- Doc 5: Plateforme d'Archinov;..... 3Fr50
- Doc12: L'O.R.A. de 67 à 74;..... 3Fr
- Doc13: Portugal;..... 4Fr
- Doc Hors Série: Radiographie du Tour de France;..... 2Fr

INSOUMIS

Philippe GUYEN, insoumis de Belfort passe devant le TPFA de Metz. ■

Le comité de soutien aux insoumis appelait à y être présent.

L'adresse de celui-ci est la suivante : Comité de soutien aux Insoumis BP. 4 90002 BELFORT Cedex.

Je m'appelle Christian CABARET. Je suis manoeuvre et ai été insoumis à l'armée le 4 octobre dernier. J'habite PITHIVIERS où il s'est créé un comité de soutien. J'ai précisé mes motivations et le choix de l'insoumission (Voir FL n° 56 p.14).

La deuxième partie du texte sur l'in-soumission, dans le précédent F.L. à la page 15 était une lettre ouverte de Didier LAFFON dont nous avons oublié et le titre et la signature.

Cela va bientôt faire deux mois que Didier fait la grève de la faim. Son état de santé s'en ressent, mais à l'heure où nous imprimons, il n'est pas encore hospitalisé.

ECRIVEZ-LEUR:

Christian CABARET
"La Commune"
BP 1228
45009 - ORLEANS Cedex

Didier LAFFON:
N° 8423
BP 1071
METZ Cedex 57038.

JEU : Qui a dit ça ?

« Les non-violents anti-nucléaires sont sou-vent les agents d'impérialismes étrangers. »

« Il faut organiser les grandes manoeuvres dans les campagnes françaises au coeur de la population. »

« Cette philosophie (l'antimilitarisme !) est historiquement un concept réactionnaire de droite. Au moment de la révolution française les nobles antimilitaristes (!!?) ont déserté l'armée française pour rejoindre les armées royalistes étrangères dans le blocus contre la jeune république. Rossel et certains ver-saillais désertèrent et rejoignirent les commu-nards... »

« Il faut transformer la légion, non point la dissoudre, car la Gauche au pouvoir aura besoin d'une force d'intervention extérieu-re... »

« Nous récusons l'idée de lutte de classes dans l'armée, nous pensons qu'il faut y instaurer un front de classes... »

« Dès la maternelle, il faut accentuer l'en-trainement sportif. En France nos jeunes sont brimés à l'armée car ils ne supportent pas la fatigue... »

« On ne peut pas être contre le nucléaire, c'est un élément d'indépendance nationale, et ceux qui sont contre le nucléaire sont des illuminés ou alors ils ont intérêt à soutenir les pétroliers. »

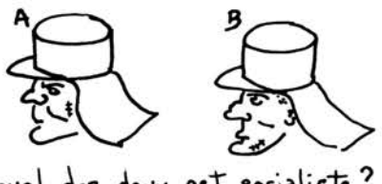
REPONSE : C'est Charles Hernu, futur mi-nistre de la défense du cabinet socialiste lors d'un débat à Marseille et pour la dernière citation il s'agit de Roger Pauwells, secré-taire de la Fédération de l'énergie CGT.

Voilà ce que nous promet le Programme Commun. Fini le laisser-aller de cette droite incapable et timorée ! Le PS est là pour reprendre l'armée en main et en finir avec cette bande à la solde de toutes les droites et des impérialismes étrangers,... je veux dire les antimilitaristes et les antinucléaires.

Il n'y a rien à redire, ces messieurs sont responsables, ils savent ce qu'ils font ! Ils sauront administrer le capitalisme, mieux que la vieille droite !

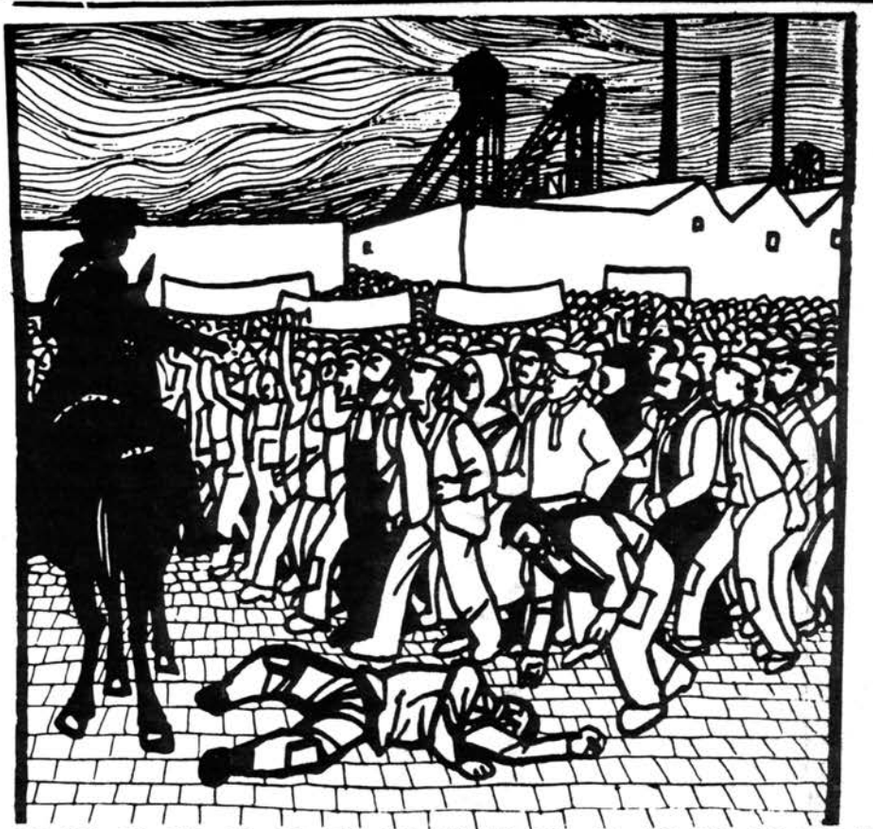
Vivement 78 qu'ils nous redressent la barre ! Pour sauver la France (c'est-à-dire le capitalisme français), le patrimoine national (le Kapital nazional), pour l'Union du Peuple de France (c'est-à-dire la collaboration de classes) votez Programme Commun ! C'est la seule solution.

Puisqu'on vous le dit !



Lequel des deux est socialiste?

CNT CCOO



L'article qui suit est tiré de l'éditorial de « Solidaridad Obrera », organe du Comité régional de Catalogne, juin-juillet 76, n° 2. Il a trait au problème entre la CNT et les CC OO, problème qui, avec le débat « unité-pluralité », est au centre des discussions au sein de la CNT

SARI (Espagne)

La presse bourgeoise a donné de larges échos des affrontements entre la CNT et les Commissions ouvrières.

De notre part, il n'y a aucun esprit de belligérence et nous tenons à affirmer ici notre respect vis-à-vis des autres organisations syndicales, cela tout en pouvant critiquer leur action. Ainsi nous nous sommes étonnés que la représentation officielle des Commissions ouvrières propose un syndicat unitaire à travers un congrès syndical constitutif. Camacho en est même arrivé à dire que le syndicat unitaire se ferait « *aunque sea por cojones* » (par la force).

1. L'autonomie, l'indépendance et la démocratie interne d'un tel syndicat unitaire sont en contradiction avec :

a) l'engagement politique de nombreux militants des commissions — entre autres leurs dirigeants autodésignés — dans des organisations staliniennes, allié à un fonctionnement presque militaire et une démocratie inexistante.

b) par l'appartenance et le renforcement par ces mêmes militants, d'organisations interclassistes — du type de l'Assemblée de Catalogne — où se compromet l'avenir du mouvement ouvrier au bénéfice des groupes politiques qui manœuvrent les commissions ouvrières.

c) les nombreux cas de pacte social dans les entreprises, faits par les hommes des commissions ouvrières, toujours sur le dos des travailleurs, élaborés pratiquement sans les consulter.

d) un cas de dénonciation (Télé Express du 21 juin 1976) par des militants des commissions ouvrières du peu de démocratie interne.

e) avec le sabotage de nombreuses luttes comme dans les téléphones et la petite métallurgie, par les commissions ouvrières.

2. Un congrès constitutif pourrait avoir lieu seulement à partir des points suivants :

— un processus de discussion qui n'a pas eu lieu,

— une marge de liberté qui n'existe pas encore et qui reste à conquérir,

— une similitude idéologique.

Les éléments ne manquent pas pour démontrer clairement le peu d'honnêteté de ces politiques qui utilisent à leurs fins les travailleurs. Et les déclarations de Monsieur Camacho disant qu'il est lamentable de voir que les intérêts de la CNT coincident avec ceux de la dictature et de la bourgeoisie méritent seulement le mépris ! C'est une attitude indigne.

Et nous ne parlerons pas de Julian Ariza — autre patron des commissions ouvrières — qui déclarait qu'il n'y aurait pas de démocratie en Espagne tant que Camacho ne pourrait parler à la Télévision. On est amusé et peiné à la fois. Ce type de déclarations publicitaires genre « presse du cœur » fait penser à un concours de beauté, à un défilé de gladiateurs dans un cirque romain. Qui veut-on tromper ? Nous prend-on pour des enfants ?

Pour en venir à nous, il nous faut parler du passé, nous devons faire référence aux batailles de principes du début du siècle, celles-ci sont plus que jamais actuelles. Un récent article de la presse bourgeoise affirmait que la CNT et l'anarcho-syndicalisme appartenaient au passé, étaient définitivement éteints. Néanmoins nombreux sont ceux qui se sont « ralliés » au drapeau de l'autogestion, il semblerait donc étrange que l'unique courant du mouvement ouvrier qui ait toujours fait de l'autogestion, non seulement une spéculation théorique mais aussi une réalité à travers les collectivisations libertaires de 1936-1939, ne soit encore présent dans les luttes ouvrières.

Hier encore, nous étions morts, enfouis sous les décombres de l' « utopie petite bourgeoise » ! Aujourd'hui, c'est une autre chanson. Aujourd'hui, Gonzalez Casanova veut attirer sur nos têtes la répression gouvernementale. « L'anarchisme est-il moins dangereux que le communisme ? » s'exclamait-il dans le « Tele » du 7 juin dernier en s'adressant au pouvoir, bien qu'il nous traite déjà avec autant de rigueur que les Commissions Ouvrières.

Il nous est pénible de devoir rappeler certaines choses quant à la répression que nous avons subie.

1 — C'est précisément à cause de la brutalité de la répression qui s'est abattue sur nous entre 1939 et 1955 qu'eux (le PC Espagnol) et les autres bourgeois de la gauche autoritaire ont pu se vanter de notre disparition physique.

2 — En outre en ce moment, il y a plus d'une cinquantaine de camarades libertaires en prison, dont beaucoup auraient dû être amnistiés. Les militants des Commissions Ouvrières sont libres depuis longtemps.

Le plus intéressant est de déduire de tout cela que la CNT est toujours vivante et dans un processus de reconstruction si réel que ceux qui, hier, nous disaient disparus, veulent aujourd'hui nous tuer.

Ce texte est traduit de l'Editorial de
« SOLIDARIDAD OBRERA »
organe de la CNT de Catalogne
Juin/juillet 76 — n° 2.

SARI ESPAGNE - ARLES

PAS DE FRONTIERES POUR LA REPRESSION !

Depuis le coup d'Etat militaire de juin 1973, en Uruguay c'est une terreur « kaki » sans commune mesure qui est le lot quotidien de la classe ouvrière.

Deux chiffres : aujourd'hui, il y a un prisonnier politique pour cinq cents habitants et une personne sur cinquante a été arrêtée au moins une fois depuis le putch des militaires.

Une telle répression a obligé de nombreux révolutionnaires à se réfugier en Argentine. Mais en Argentine, avec la récente reprise en main du pouvoir par la junte militaire du général VIDELA, « les forces conjointes » (super brigade politique de l'armée et de la police uruguayenne) ont pu faire jouer à fond le « Plan Mercurio », conclu sous la Présidence d'Isabelita Peron, c'est à dire que les policiers uruguayens ont carte blanche pour éliminer physiquement tout militant révolutionnaire réfugié en Argentine, inutile de dire qu'ils bénéficient de tout le soutien nécessaire de la police locale.

Les cas des camarades Gérardo GATTI et Léon DUARTE sont exemplaires des agissements de l'internationale policière.

Gérardo GATTI est un des leaders de la résistance uruguayenne, journaliste il a successivement participé aux périodiques « LUCHA LIBERTARIA » et « ROJO Y NEGRO » avant de diriger le quotidien de gauche « EPOCA ».

Dirigeant du syndicat du livre, membre du secrétariat de la CNT, il a participé activement à la création de la ROE ; la Résistance Ouvrière et Etudiante en 1968. Emprisonné, torturé plusieurs fois, il s'est exilé en 1975 en Argentine. Depuis juin dernier, il a « disparu », autrement dit, il est entre les mains de la police uruguayenne à Buenos-Aires. Contacté par les policiers, un de ses amis s'est vu « proposé » de servir d'intermédiaire avec les organisations syndicales et les réseaux de solidarité enropéens, pour établir le principe et les modalités du versement d'une rançon pour la libération de Gérardo GATTI : pure et simple entreprise de racket.

C'est le cas aussi de Léon DUARTE, ancien secrétaire général du très combattif syndicat des travailleurs de caoutchouc, fondateur de la CNT et de la ROE, il est en Argentine depuis 1975.

Un des moyens de mettre en oeuvre le plus rapidement possible pour sauver ces deux camarades et de nombreux autres aux mains des policiers uruguayens, est de faire circuler au maximum l'information sur les agissements de l'internationale poicière.

AU GOUT DE CANON

Le 6 octobre à 2 h 30 du matin, le restaurant « Le Goût de Canon », 9 rue Burdeau, 69001 Lyon, est détruit par une explosion. Ce restaurant de la Croix-Rousse était une expérience originale.

Le collectif qui le faisait marcher depuis un an entretenait des rapports de travail différents, des rapports différents aussi avec ceux qui le fréquentaient, non exclusivement basés sur l'argent. Un restaurant qui soit un lieu d'échanges et de discussions, une expérience d'autogestion, de liberté, pas une boîte à fric.

Il est maintenant officiel qu'il s'agit d'un attentat à explosif.

La police refuse de continuer l'enquête sous prétexte de manque d'éléments, ce qui ne l'a pas empêcher d'outrepasser « ses droits » (perquisitions, interrogatoires abusifs). Cette tactique est maintenant bien connue à Lyon depuis trois ans: Libération, les locaux du PS, la librairie « le soleil noir » (CFDT)' la biliothèque socialiste, ont tous connu ce scénario. « Fuite de gaz » annonce la presse locale...

TROIS ans, ce laps de temps correspond à l'interdiction des mouvements extrémistes dans certaines villes du sud (tel Aix-en-Provence). Depuis les meetings nationaux des partis d'extrême-droite se tiennent à Lyon (le dernier en date étant celui du PFN le 10 octobre) On constate aussi que le Front de la Jeunesse raffermit ses positions et devient de plus en plus éloquent si on en juge leurs bombages, leurs affiches...

(—Cette montée des fascistes va de pair avec la montée des actes « terroristes » et cela correspond à une répression du pouvoir qui, jusqu'à nos jours, va toujours dans le même sens. De nombreux intellectuels ont déjà prouvé cette tendance du pouvoir. —)

Cet article n'a pas pour but d'analyser la répression au niveau théorique, mais de savoir comment attaquer le système afin de pouvoir y vivre et continuer notre expérience.

Pour cela, le comité de soutien croit que l'existence du « Goût de Canon » est la meilleur façon de répondre aux plastiqueurs. Se donner les moyens d'exister et de lutter signifie :

a) Au niveau du restaurant lui-même : détruire les rapports « client/commerçant » et par cela même créer des rapports entre « clients ». C'est pour nous l'occasion d'expérimenter une forme d'autogestion, tout en étant conscient qu'il faut d'une part assurer un minimum de besoins pour les gens (ex.l'approvisionnement...) et d'autre part avoir des conditions vivables pour ceux qui les assurent.

b) Au niveau du restaurant dans le système : il ne doit pas être un lieu où l'on vend seulement de la nourriture, mais doit rester un centre d'échange de communication de recherches et d'informations pour développer une pratique de vie dans la lutte quotidienne contre le pouvoir.

Pour arriver à ces buts, le comité du restaurant a besoin non seulement d'argent mais surtout d'une participation active de tous ceux qui y travaillaient, de tous ceux qui le fréquentaient et de tous ceux qui s'intéressent à l'expérience.

Plus nous serons forts pour répondre aux besoins des clients et de plus si l'on ne veut pas rester marginal et tenter une expérience en circuit fermé, il est primordial que tous ensemble non seulement nous recommencions le Goût de Canon, mais que chacun à son niveau expérimente d'autres tentatives. Pour attaquer le système en place, dans chaque quartier, chaque entreprise, créons ces expériences et n'attendons pas d'être le « martyr » d'un plastiquage fasciste, ou autre. C'est dans la conscience même de chacun qu'il faut réagir à cet attentat, en exprimant une solidarité active et en s.engageant dans toutes les formes de lutte qui attaquent le pouvoir.

COMITE DE SOUTIEN
« AU GOUT DE CANON »
Permanence tous les jours sauf le dimanche de 18h à 20h au local de l'ACLR, 13 rue Pierre Blanc - 69001 LYON.

* La Croix-Rousse est depuis quelque temps la cible favorite de la municipalité par l'intermediaire des promoteurs afin d'épurer ce quartier de tout ce qui n'est pas « decoratif » (immigrés jeunes personnes agees clochards) pour en faire un quartier « bien »

DE NOUVEAU GATTI

CREATION COLLECTIVE A ST NAZAIRE

Après avoir mis en pratique plusieurs expériences de création collective (avec les travailleurs immigrés de Montbéliard, avec les élèves du C.E.S. Jean Lurcat de Ris-Orangis, avec 3000 paysans belges...) après la « Passion selon Franco », Armand Gatti et la « Tribu » mettent sur pied à St Nazaire une nouvelle expérience : « le Canard Sauvage ». A l'initiative de la Maison des Jeunes et de l'Education Permanente, cette expérience a pour thème : « Les hôpitaux psychiatriques sont les camps de prisonniers de guerres civiles que nous n'avons pas faites ». Pour cela, Gatti prend comme **repére de base** le dossier de Vladimir Bouvosky (URSS) qui a pour titre : « une nouvelle maladie mentale en URSS : l'opposition », ainsi que le « guide de psychiatrie à l'usage des dissidents » écrit par Bouvosky et Glouzman (URSS). A partir de ce repére de base se créeront des pièces de théâtre avec tous les groupes intéressés (dont « la Tribu »).

A la M.J.E.P. aura lieu également, pendant le temps de l'expérience, des débats, rencontres, projections de films, expositions qui traiteront du problème des internements psychiatriques. On note, d'ores et déjà la participation des comités contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux en URSS, du comité international contre la répression, du comité de mathématiciens, et la présence de Léonid Plioutch.

Ces manifestations et ces pièces de théâtre prolongeront l'expérience à travers la France un but s'y associe : la libération de Bouvosky et Glouzman. En effet, nous l'omettions !!! Bouvosky (écrivain) et Glouzman (psychiatre) sont internés actuellement en URSS, et ce dans des conditions qu'il n'est point (hélas !) nécessaire de rappeler...

LA CREATION COLLECTIVE :

A St Nazaire, comme à Montbéliard, Ris-Orangis..., les spectateurs n'existeront pas. Chacun des présents sera acteurs : la création, l'invention par la parole ou des objets ou par toute autre forme d'expression formeront le « spectacle » en soit. Chacun pourra s'exprimer à son niveau de langage ; chacun jouera un rôle de libération et de responsabilisation. Le tout sur le fond du problème de base. Et Gatti, alors ? son rôle : « impulser »; « sa » Tribu et lui-même mettront en place dans le même temps une création, au sens réel du terme car rien encore n'est programmé ou écrit.

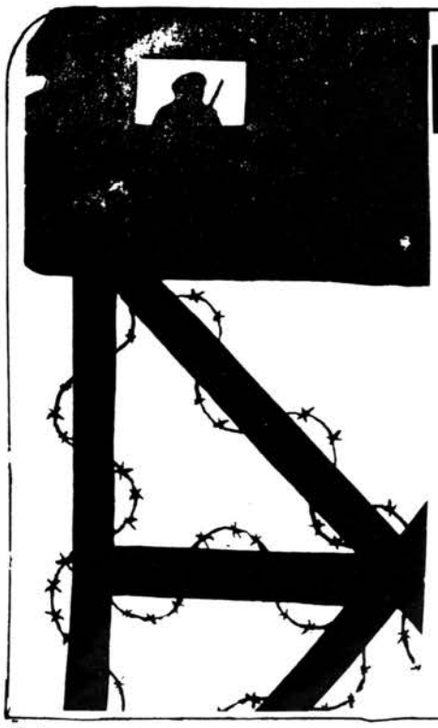
LA CULTURE AU PASSE :

Malgré tout cela « le Canard Sauvage » ne plait pas à tous, et c'est bien la un problème. En effet, le P.C.F. local s'est élevé devant « la manoeuvre de division et le fond anticommuniste de l'expérience » et « alors, la Culture derrière cette opération » (SIC). Après avoir mis à côté, le Chili, la RFA, l'Espagne et l'URSS sur le banc des pays qui pratiquent les atteintes à la liberté[1] le PCF lance la formule sacrée : la Culture avec son grand C et prend appui pour balancer ses attaques habituelles et ses solutions éternelles. Mais aussi la création collective n'est pas pour le PCF une pratique culturelle, surtout que le repére de base est mal pris, la mère patrie étant en cause !!! La libre expression ; la libre communication ; le langage sous toutes ses formes ; l'abolition des barrières spectateurs-acteurs ; l'étude, l'analyse, la prise de conscience, du phénomène Liberté et son inexistence actuelle à l'échelon du globe ; des hôpitaux psychiatriques qui nous entourent et nous emprisonnent, ne sont pas pour le PCF la : Culture. Et c'est clair de la part de ces politiciens qui concoivent l'isolationnisme sous toutes ses formes (soit l'art d'isoler un fait de son contexte) et par là, la séparation et le cloisonnement dans la vie quotidienne. Où est donc passé la dialectique dans tout cela ? La Culture pour le PCF c'est le passé, ainsi un des rêves les plus chers est de faire accéder les ouvriers à l'actuelle Culture, aux musées...au passé ; cela évite à ces derniers d'avoir une prise directe sur leur vécu quotidien actuel ; cela rend également un grand service au Capital qui peut ainsi continuer à déverser sa Culture, car c'est bien la sienne dont il s'agit, à grands renforts de moyens, puisque le Parti Sauveur participe à l'action.

Gageons que les travailleurs de St Nazaire ne s'y tromperont pas et que cette expérience sera de nouveau un succès.

Nous rappelons les lieux : Le Canard Sauvage à St Nazaire, en 3 lieux : Penhoet, M.J.E.P., La TREBALLE.

1 Est-ce dû à une identité des régimes ? réponse au 23° congrès !



Démocratie carcérale

PARIS-TOURS 1976 :
Nouvelle étape pour la Démocratie Carcérale Avancée.

PARIS : Depuis le 13 septembre 1974, 3 libertaires membres des ex-G.A.R.I. sont détenus à la Maison d'Arrêt de la Santé pour avoir lutté contre le FRANQUISME et le capital. Pourtant Franco est mort et les individus incarcérés en Espagne dans le cadre de la même enquête ont été libérés.

TOURS : Depuis le 18 avril 1976, 7 libertaires sont emprisonnés pour avoir lutter contre le FRANQUISME et le capital.

4 d'entre eux sont inculpés de vol et transport d'explosifs.

3 d'entre eux sont inculpés d'attentats contre des véhicules militaires et un car espagnol.

Ils ont déjà fait près de 6 mois de détention préventive dans des conditions difficiles (isolement entre eux, difficultés pour communiquer avec l'extérieur, PAS DE SOUTIEN EXTERIEUR...)

Avant qu'ils ne dépendent du Parquet de Tours, plusieurs juridictions se sont débarrassé d'eux(Dax, Pau...)

L'instruction est pratiquement terminée, mais les autorités font trainer en longueur car elles sont gênées par cette affaire (comme elles sont gênées par celle des G.A.R.I.) : L'image de marque de la « société libérale » pourrait être ternie et le moment n'est pas encore venu de faire le procès du Franquisme, pour la bonne raison qu'il est toujours vivant, qu'il continue toujours à tuer, et que la France est toujours un des premiers pays à le soutenir.

VITE FAIT SUR LE ZING

Nous savions déjà que les gaullistes de gauche pensaient que de Gaulle en engageant, juste avant sa mort, une politique de participation ne donnait qu'une étape vers un nouveau type de Société où les français décideraient de leur vie par eux-mêmes.

Les méandres de l'histoire sont curieuses et la vieille taupe ronge même des édifices inattendus. C'est maintenant au tour de CHIRAC de déclarer sans honte que les relations de travail doivent s'articuler autour de trois thèmes : « l'auto-organisation du travail (sic), la restauration de la responsabilité individuelle et la mise en oeuvre d'une politique de participation ». Et il ajoute : « La démocratie représentative ne suffit plus, il faut désormais inventer une démocratie du quotidien qui nous donne à chacun le choix et la maîtrise de son existence de tous les jours. Il faut donner forme à la démocratie participative ». Voilà de quoi surprendre. Mais en fait est-ce bien le cas ? Déjà la gauche avait repris, dans le vocable anarchiste, le terme d'autogestion pour attirer les travailleurs dans le programme commun. Pourquoi la droite ne feraitelle pas de même puisque cela a si bien réussi à la CFDT et au parti socialiste ? Et à l'extrême-gauche : le PSU d'abord ; maintenant la LCR ; demain peut-être les staliniens qui sait ? Déjà les nazis avaient réussi à surpasser ces derniers dans la démagogie verbale.

Cela montre simplement que les nouvelles conditions historiques et leur conséquence, le nouveau mouvement de masse, (cf. la revue : « Pour l'autonomie ouvrière » ... très belle, très chère !) rongent nos dirigeants au point de leur faire perdre « littéralement » la tête.

Sans compter la NAF (puisqu'elle ne compte pour rien) qui déclare que le royalisme, c'est l'anarchie plus un.

Cela démontre, par la bande, mais sans conteste, qu'entre la droite et la gauche-programme commun, il n'y a pas d'autres solutions que celle de la démocratie directe, l'autogestion : la révolution sociale, quoi.

FLB - ARB ?

A PROPOS DE FRANÇOIS LE BIHAN

Le passage à l'action du FLB-ARB suscite de nombreux commentaires. Il y a quelques jours, la presse locale notait : « *alors qu'il visait le domicile d'un des premiers militaires du Larzac breton, le jeune homme saute avec sa bombe* ». C'était à Dineault (Finistère), sur le futur camp militaire de Ty Vougeret.

avancée

Alors il est plus facile, moins risqué et plus propre de garder tous ces empêcheurs de démocratiser en rond en détention préventive, SURTOUT SI AUCUNE VOIX NE S'INSURGE A L'EXTERIEUR.

IL FAUT ROMPRE LEUR ISOLEMENT ET LE SILENCE FAIT AUTOUR D'EUX.

Maison d'Arrêt, 20 rue H.Martin, 37000 TOURS : Dominique FABAS, Vincent FABAS, Michel ROTTIER, Michel GUIDON, Christian ROUSSELLE.
Maison d'Arrêt, 45000 ORLEANS : Anne-Marie FABAS, Annie LABEYRIOTTE.

Dernière minute : LE PROCES A LIEU LE 24 NOVEMBRE A TOURS.

La Bretagne est depuis quelques mois abreuvée de nouvelles telles que : « implantation d'une nouvelle gendarmerie » ici, « création d'une unité de CRS » là... en plus de celui existant ! Des expropriations de cultivateurs habilement manipulés, en plus de l'exode rural, à la veille de la grande consultation municipale pour remplacer les vieux élus affectivement dans les campagnes par des plus jeunes élus pour la même raison, au moment où en Corse la violence appelle la violence, au moment où pour le 7 octobre les syndicats ont eu du mal à mobiliser en Bretagne les chômeurs, les ouvriers-paysans, les futurs licenciés (SOCCOTEL LANNION). Les jeunes quand ils sont syndiqués (merci patron, le patron a raison, il nous donne quand même du travail...) au moment où l'échec de la non-violence contre l'implantation du Parc d'Armorique (véritable réserve d'Indiens parachutés et soutenus par la droite, la gôche, les centres-gôche toutes directions) est constaté, un communiqué du FLB arrive à un journal local : « *Le FLB-ARB promet la disparition physique à toute personne civile ou militaire qui s'aviserait de travailler à Ty Vougeret* ».

Les réactions sont nombreuses : le FLB est pris au sérieux par la population, pas toujours par les organisations ou groupuscules français ou bretons dits représentatifs : quand le FLB dit, il fait, il prévient une fois, il revendique après... une seule fois. Y a-t-il souci d'autonomie ? pas sûr : le Renouveau culturel passe par des mouvements revendiquant le droit à la langue bretonne écrite, parlée, chantée. Les chants engagés n'attirent plus comme avant en Bretagne (Glenmor à Guingamp fait 90 personnes), les Festou Noz n'atteignent plus que les jeunes et ont mis à jour le principal fléau breton : l'alcool. Pourtant, l'idée de plaquage d'un renouveau culturel est à combattre vivement. Peu d'associations sont préoccupées par le socio-économique, le frein aux monopoles régionaux, le fédéralisme, la notion de « pays breton », l'équilibre sur les ressources énergétiques propres à la région. L'esprit cocardier (Chirac-Marchais en Bretagne) prend au cœur du Breton sensible, courageux et généreux, naïf.

Le FLB manque-t-il d'analyse politique ? Agit-il en kamikaze de la cause bretonne devant l'indolence et l'indifférence d'une population qui le condamne en attendant de lire ses exploits clandestins ? Le lecteur répondra lui-même.

Le passage à l'action du FLB-ARB semble être un cap de non-retour que beaucoup condamnent en comprenant qu'on peut en arriver là. Il n'y aura donc pas de Larzac breton, sans doute pas de centrales nucléaires. Mais dans une Bretagne très catholique, bourrée de résidences secondaires, la prise de pouvoir des Bretons eux-mêmes pour gérer leur destin doit être une finalité pour combattre les notables d'un gouvernement donc solidaires des pilleurs de sites, de richesses naturelles, de force de travail des Bretons, d'exploiteurs de folklore désuet pour touristes photographes.

Jean
Groupe FA et Libre Pensée de Guimgamp et de sa région.

EN EXCLUSIVITE, NOUS VOUS PRESENTONS LA "PETITE" DERNIERE DE NOS AFFICHES (TRES BELLE, PAS CHERE). ELLE EST DISPONIBLE AU 33 RUE DES VIGNOLES 75020 PARIS.

PONIA REALISE LE REVE D'HENRI IV:

UN POULET POUR CHAQUE FRANÇAIS

DIR. DE PUBLICATION GERARD SEBBAH
IMPRIMERIE EDIT 71, 9 RUE AUGUSTE METIVIER, PARIS XX
NCPP 51613
DEPOT LEGAL 42447

ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

imprimerie Edit 71 9 rue Auguste Métivier Paris 20

supplément à front libertaire 56
33 rue des vignoles Paris 20